

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du Curé Marion  
39000 Lons-le-Saunier

Le 6 mai 2024.

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE D'EXPLOITATION ET DE TRANSPORTS PERNOT (Besain)**

2 Chemin Malaval  
39300 Crotenay

Références : LB/VV/2024/137  
Code AIOT : 0005901627

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement SOCIETE D'EXPLOITATION ET DE TRANSPORTS PERNOT (Besain) implanté Route de Molain Carrière de la Lattière 39800 Besain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC). Elle vise à vérifier les suites données aux différents constats (non-conformités) établis dans le rapport de visite du 28 octobre 2021 notamment sur les thématiques de la réception sur le site de déchets inertes extérieurs.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE D'EXPLOITATION ET DE TRANSPORTS PERNOT (Besain)
- Route de Molain Carrière de la Lattière 39800 Besain
- Code AIOT : 0005901627
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'exploitation actuelle est régie par l'arrêté préfectoral du 23 juin 2016, accordé à la SET PERNOT pour une durée de 30 ans. La surface d'exploitation porte sur une partie de la parcelle n° 48, sur une superficie de 8 ha 30 a 30 ca, de la commune de Besain.

La carrière extrait de la roche calcaire pour une production brute annuelle de 98 000 t en moyenne et une production maximale de 120 000 t/an.

Le site dispose également d'une installation de traitement des matériaux ainsi qu'une installation de fabrications de gabions.

L'arrêté préfectoral autorise un accueil de matériaux inertes pour un tonnage maximal de 300 000 t à raison de 10 000 tonnes par an, pour être utilisés dans le réaménagement de la carrière.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance conduite exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 23.4	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 25	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Mesures ERC (suivis)	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 30	Demande d'action corrective	1 mois
6	Eaux pluviales et de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 31.6	Demande d'action corrective	1 mois
7	Bordereau suivi déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 35.1.2	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Registre déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 35.1.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
9	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
10	Admission des déchets inertes: nature et contrôle des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, articles 35.1.4 et 35.1.5	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production annuelle	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur 10 points de contrôles, **9 non-conformités** sont relevées, dont **4 non-conformités persistantes** déjà constatées lors de la visite inopinée effectuée le 16 juin 2021 à la suite d'un accident de travail sur le site et lors de la visite d'inspection du 28 octobre 2021.

Les mesures prescrites dans l'arrêté préfectoral du 23 juin 2016 concernant la surveillance de la conduite de l'exploitation et les consignes de sécurité ne sont toujours pas mises en place et respectées.

La gestion de l'apport des déchets inertes demeure insatisfaisante et incomplète.

Pour toutes ces raisons, il est proposé au préfet du Jura de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2016.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Production annuelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Niveau de production
<b>Prescription contrôlée :</b>  La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 98 000 tonnes sur une période quinquennale avec un maximum de 120 000 tonnes de calcaire commercialisable.
<b>Constats :</b>  L'inspection a consulté les déclarations de l'exploitant pour les productions de 2021 et 2022. Les quantités annuelles déclarées ne dépassent pas la quantité annuelle maximale autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Surveillance conduite exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 23.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conduite exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
<b>Constats :</b>  NON-CONFORMITE persistante :

<p>Le jour de l'inspection, il est constaté que l'exploitation ne se fait pas sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant.</p> <p>Cette non-conformité a déjà été relevée lors de la visite d'inspection du 21 juin 2021 faisant suite à un accident survenu sur la carrière le 16 juin 2021. Pourtant, l'exploitant avait indiqué dans son courrier de réponse du 25 octobre 2021, la nomination prochaine de deux personnes chargées de la surveillance du site, une sur la carrière et l'autre sur l'installation de gabions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie (sables, extincteurs) ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de rétablissement, des services d'incendie et de secours, etc...</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>NON-CONFORMITE persistante :</p> <p>Le jour de l'inspection, les consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté ne sont pas affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Cette non-conformité a déjà été relevée lors de la visite d'inspection du 21 juin 2021 faisant suite à un accident survenu sur la carrière le 16 juin 2021. L'exploitant avait transmis une copie des consignes dans son courrier de réponse du 25 octobre 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Mesures ERC (suivis)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 26
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi étude d'impact
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Des suivis relatifs aux impacts évalués dans l'étude d'impact initial doivent être réalisés au cours de l'exploitation aux années n+1, 3, 5, 15, 20, 25 notamment sur les oiseaux rupestres.</p> <p>Les suivis doivent faire l'objet d'un protocole à soumettre à validation du service BEP de la DREAL BFC au plus tard dans les six mois suivant la date de notification du présent arrêté.</p> <p>Ce suivi fera l'objet de comptes-rendus qui seront transmis au plus tard le 31 décembre de l'année de suivi au service BEP de la DREAL BFC.</p> <p>Chaque compte-rendu doit comprendre outre les évaluations des mesures et éventuelles propositions d'action, a minima, les éléments suivants relatifs aux inventaires, lesquels doivent également être fournis au format tableur informatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom de l'opérateur ;</li> <li>- les noms scientifiques et vernaculaires de chaque espèce ;</li> <li>- le lieu d'observation (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection) ;</li> <li>- la date de l'opération.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un suivi écologique de la carrière a été réalisé à l'année n+7 et non n+5.</p> <p>NON-CONFORME: l'exploitant n'a pas fourni de justificatif attestant de la transmission du compte-rendu de ce suivi au service BEP de la DREAL BFC.</p> <p>Par ailleurs, les éléments relatifs aux inventaires ne figurent pas au format tableur informatique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Plan d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 30</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Plan de la carrière</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>- le bord de la fouille, la limite de 10 m fixée à l'article 22, les clôtures ;</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude significatifs (nivellement NGF) en particulier de l'aire de contrôle des matériaux à remblayer et des banquettes découpant les fronts ;</li> <li>- les zones remises en état ;</li> <li>- la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 26 ci-dessus, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. L'exploitant doit le tenir à la disposition de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni un plan de la carrière réalisé par le cabinet de géomètres experts ABCD,</p>

<p>réalisé le 6 décembre 2023, à l'échelle 1/1000.</p> <p><b>NON-CONFORME :</b></p> <p>Sur ce plan sont manquants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les clôtures ;</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude significatifs (nivellement NGF) en particulier de l'aire de contrôle des matériaux à remblayer et des banquettes découpant les fronts ;</li> <li>- les zones remises en état.</li> </ul> <p>Les éléments de surface à protéger visés à l'article 26 ne figurent pas tous sur le plan d'exploitation, notamment le linéaire de front de taille et de banquette favorables à la reproduction des oiseaux (pie-grièche écorcheur) ainsi que les deux éboulis linéaires, terrassés en pied de gradins favorables au Lézard des murailles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Eaux pluviales et de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 31.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures, telles que les eaux de ruissellement issues de l'aire de stationnement doivent transiter par un dispositif de déshuileur-décanteur entretenu et équipé d'un obturateur automatique.</p> <p>Les valeurs-limites de rejet dans le milieu naturel sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• MEST (matières en suspension totale) : &lt; 35 mg/l ;</li> <li>• DCO (demande chimique en oxygène sur l'effluent non décanté) : &lt; 125 mg/l ;</li> <li>• Hydrocarbures totaux (HCT) : &lt; 5 mg/l.</li> </ul> <p>Ces valeurs-limites sont à respecter pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>NON-CONFORME :</b></p> <p>L'exploitant a transmis l'analyse périodique de rejets aqueux pour l'année 2022 (rapport de Sciences Environnement en juin 2022). Les prélèvements ont été effectués le 08/06/2022.</p> <p>Les résultats d'analyses présentés par l'exploitant ne précisent pas les modalités de prélèvement (prélèvement instantané ou proportionnellement au débit sur 24h).</p> <p>Par ailleurs, les mesures ne sont pas conformes aux normes de rejets concernant les MEST (59 mg/l) même si elles sont nettement inférieures à la valeur relevée lors de la campagne de 2021 (310 mg/l).</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis les analyses pour l'année 2023.</p> <p>Enfin, à noter le jour de l'inspection une quantité importante de "boue" au-dessus du point de prélèvement (regard en sortie du décanteur-déshuileur de la carrière).</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant s'assurera du bon entretien du dispositif déshuileur-décanteur, notamment après de forts épisodes pluvieux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Bordereau suivi déchets inertes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 35.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Apport déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les apports sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs volumes, leurs caractéristiques et les moyens de transports utilisés, y compris la date d'arrivée, et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination, le tri ayant été réalisé auparavant.
<b>Constats :</b>  NON-CONFORMITE persistante : Le jour de l'inspection, l'inspection constate que les bordereaux de suivi de déchets entrants n'indiquent pas la provenance de ces derniers (chantier, adresse) et leurs caractéristiques précises, ainsi que la conformité des matériaux à leur destination, le tri ayant été réalisé auparavant. Lors de la visite du 28 octobre 2021, l'inspection a déjà constaté que les bordereaux de suivi de déchets étaient incomplets (absence de la provenance exacte des matériaux et de la conformité des matériaux à leur destination).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Registre déchets inertes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 35.1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Ce registre est conservé pendant toute la durée d'autorisation.
<b>Constats :</b>  NON-CONFORMITE persistante :



<p>Le registre consulté par l'inspection n'indique pas précisément la provenance des déchets inertes (ville, mais pas le chantier).</p> <p>Le plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre est manquant.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate des dépôts récents de déchets inertes, ne respectant pas de plan de dépôt précis.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 28 octobre 2021, l'inspection a déjà constaté que le registre n'était pas conforme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la provenance et le transporteur ne sont pas systématiquement renseignés ;</li> <li>- absence de plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Registre déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets sortants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchets sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un</li> </ul>

éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

##### **NON-CONFORME :**

Le registre chronologique transmis à l'inspection est incomplet et non-conforme à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

Les éléments suivants sont manquants :

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 : Admission des déchets inertes: nature et contrôle des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 35.1.4 et 35.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>35.1.4</b> - Les matériaux autorisés sont uniquement les matériaux solides tels que les déblais provenant des chantiers de terrassement, de démolition, constitués exclusivement de bétons, de briques, de terres non polluées excluant la terre végétale (liste des déchets admissibles sans réalisation de procédure d'acceptation préalable figurant à l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes). <b>35.1.5</b> - L'exploitant doit vérifier que les déblais venant de l'extérieur ne contiennent pas de déchets interdits. Avant stockage, ils doivent subir un examen visuel et olfactif ainsi qu'un contrôle qui permet de déceler des éléments indésirables par déchargement des camions, une benne pour la récupération des refus est à mettre en place. Ces refus devront figurer sur le registre : quantité, volume et nature. Les matériaux enrobés et produits bitumineux ne sont pas acceptés.
<b>Constats :</b>  <b>NON-CONFORME :</b> Lors de la visite d'inspection, il est constaté au niveau de la zone de stockage des déchets inertes : <ul style="list-style-type: none"><li>- présence de matériaux enrobés et produits bitumineux ;</li><li>- présence de déchets plastiques (tuyaux en PVC), de morceaux de bois, de ciment frais.</li></ul> Par ailleurs, l'exploitant ne procède pas au contrôle visuel lors du déchargement des camions qui se fait sans la présence d'un représentant de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois